

Dossier d'autorisation d'urbanisme

04218317S0001

La Ricamarie - Loire

Type

Permis de demolir

État

Autorisé

Autorisation

13/04/2017

Surface créée

-

Surface démolie

-

Logements créés

-

Consulter la fiche actualisée

Scannez le QR code pour ouvrir la fiche publique du permis sur RegistreDesPermis.fr.



Export généré le 18/08/2026 à 13:58 depuis RegistreDesPermis.fr.

Les informations proviennent de données publiques importées et retraitées. Elles doivent être vérifiées auprès des sources administratives officielles avant toute décision engageante.

Synthèse du dossier

Référence	04218317S0001
Type	Permis de demolir
État d'avancement	Autorisé
Nature du projet	-
Destination	-
Demandeur	OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU DEPARTEMENT DE LA LOIRE
SIREN / SIRET	409898715 / 40989871500019

Dates du dossier

Dépôt	01/01/2017
Autorisation	13/04/2017
Décision	13/04/2017
Ouverture chantier	-
Achèvement travaux	-
Prise en compte autorisation	2017-04
Prise en compte ouverture chantier	-
Dernière mise à jour Sitadel	201704

Localisation

Adresse	51 JEAN JAURES LA RICAMARIE 42150
Commune	La Ricamarie (42183)
Département	Loire (42)
Région	Auvergne-Rhône-Alpes (84)
Code postal	42150
Parcelles cadastrales	AL 131

Surfaces par destination

Destination	Avant	Créée	Démolie	Transformée	Issue transfo.
-------------	-------	-------	---------	-------------	----------------

Logements

Total créés	-	Individuels créés	-
Collectifs créés	-	Démolis	-
1 pièce créé	-	2 pièces créés	-
3 pièces créés	-	4 pièces créés	-
5 pièces créés	-	6 pièces et plus créés	-
Logements sociaux	-	Logements PTZ	-

Codes métier et interventions

Type de dossier source	-
Statut source	Autorisé
Nature déclarée	-
Nature complétée	-
Destination principale	-
Zone opérationnelle	Hors zone ou non renseigné
Type principal logements créés	-
Type de transformation	-
Piscine	-
Garage	-
Extension	-
Surélévation	-

Source

Jeu de données	data.gouv.fr
Ressource	8f73cf2d-7bc4-4b5a-b912-718d6991f0a0
Première importation	19/05/2026 10:01
Dernière observation	19/05/2026 10:01

Propriétaires et sociétés liées

Société / personne	SIREN	Lien identifié
DEUX FLEUVES LOIRE HABITAT - OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA LOIRE (DEUX FLEUVES LOIRE HABITAT) (OPH DU DEPARTEMENT)	409898715	Société du permis
KPMG	775726417	Commissaire aux comptes titulaire
AXEL JEAN BERNARD REBAUDIERES	-	Administrateur
BEATRICE DE BLAUWE (GRANCHET)	-	Administrateur
PIERRE PLANCHON	-	Administrateur
VALENTIN JEAN-JULES RYNGAERT	-	Administrateur
MARC PIERRE ANTOINE SAMPSONIS	-	Administrateurs représentant les salariés
AMADOU SOUARE	-	Commissaire aux comptes suppléant
JEAN-MARIE IDELON-RITON	-	Commissaire aux comptes titulaire
MARIE LENAICK ANNE AMELIE GUILLEMOT	-	Président du conseil d'administration et directeur général
SALUSTRO REYDEL	652044371	Société liée
BEATRICE ANNE DE BLAUWE (GRANCHET)	-	Président du conseil d'administration
ARLETTE GENEVIEVE ALICE BERNARD (MIGNOT)	-	Administrateur
CATHERINE BADIN (PEYRARD)	-	Administrateur
CLAUDINE MICHELLE MARIE COURT (DEVAUX)	-	Administrateur
FRANCOISE MARCELLE JEANNE SALIQUE	-	Administrateur
GERARD JEAN MARIE DUBOIS	-	Administrateur
GUY CLAUDE AUGUSTE LAFORIE	-	Administrateur
HERVE DAVAL	-	Administrateur
JEAN FRANCOIS BARNIER	-	Administrateur
JEAN MARIUS FAURE	-	Administrateur
JOCELYNE ROCHE (MIGNOT)	-	Administrateur
MAURICE FAURE	-	Administrateur
MICHELLE JEANNINE STEPHANIE SZCZOTA (PASIEKA)	-	Administrateur
MUSTAPHA GHANEM	-	Administrateur
NICOLE ANNIE RAYMONDE AUBOURDY (ROBIN)	-	Administrateur
PAUL MARIUS JEAN CELLE	-	Administrateur
ROSELYNE PASCALE CANTAREL	-	Administrateur

SEVERINE JACQUELINE JOSETTE REYNAUD	-	Administrateur
THOMAS ZOTOS	-	Administrateur
TRISTAN VACHERON	-	Administrateur
YVES ANTOINE LUCIEN PARTRAT	-	Administrateur

Les données affichées proviennent des sociétés, relations et dirigeants déjà synchronisés en base locale. Les pourcentages de détention ne sont pas disponibles dans l'API publique utilisée.

Avertissement sur les données

Cet export est un document de consultation généré par RegistreDesPermis.fr à partir de données publiques d'urbanisme importées, normalisées et mises en forme.

Malgré les contrôles réalisés, certaines informations peuvent être absentes, incomplètes, mal codées dans la source, modifiées après import ou interprétées différemment par l'administration compétente.

Les dates, surfaces, logements, demandeurs, références cadastrales, coordonnées et sociétés liées sont fournis à titre informatif. Ils ne remplacent pas les arrêtés, dossiers administratifs, plans, actes notariés, informations cadastrales officielles ou consultations auprès de la mairie compétente.

Avant toute décision opérationnelle, juridique, commerciale ou financière, il convient de vérifier les informations auprès des sources officielles et, si nécessaire, auprès d'un professionnel qualifié.